



DÉCLARATION LIMINAIRE CGT ÉDUC'ACTION 06 F3SCTD DU 6 DÉCEMBRE 2024

Cette première F3SCTD de l'année scolaire se tient au lendemain d'une très forte mobilisation dans l'ensemble des fonctions publiques. Une première mobilisation, mais si les orientations budgétaires se poursuivent dans la même direction, ce ne sera pas la dernière. Nous sommes face, enfin, nous étions face à un gouvernement qui a préféré risquer la censure plutôt que d'introduire la moindre dose de redistribution des richesses dans son PLF (comme la taxation des super-profits, des rachats d'actions ou des patrimoines des ultra-riches). Mais ça n'a rien d'étonnant quand on sait que nombre de ministres et de députés, plus particulièrement de la droite et du centre sont actionnaires de grandes entreprises, celles qui génèrent des super-profits.

Cette année, en janvier, nous avons commencé par avoir pendant moins d'un mois une ministre de l'Éducation Nationale anti école publique. Très rapidement elle a tenu des propos choquants et a dû céder sa place. Fin septembre, c'est un ministre de la fonction publique anti-fonctionnaires qui a été nommé, et lui aussi a rapidement tenu des propos choquants :

- En exprimant son respect à Nicolas Sarkozy en réponse à ses propos méprisants sur les professeurs des écoles. Pour mémoire, ce dernier a dit le 8 novembre dernier, à Saint-Raphaël, que les professeur·es des écoles ne travaillaient que 24 heures par semaines, 6 mois de l'année, avant de railler la préparation de cours pour des professeur·es de « maternelles grande section ». Plus que du mépris, c'est une insulte, et un ministre de la fonction publique digne de ce titre se devait de rétablir la vérité.

- En félicitant Elon Musk pour sa nomination à la tête du ministère de « l'efficacité gouvernementale ». Parce qu'il ne s'est pas contenté de le féliciter. M. Kasbarian en a profité pour Twitter à son attention qu'il avait « hâte de partager avec lui les meilleures pratiques pour lutter contre l'excès de bureaucratie ». Quand on sait que l'un des objectifs de MM. Trump et Musk est de supprimer le ministère de l'éducation, ça fait froid dans le dos. Et ce n'est plus de la politique fiction, tous avancent désormais à visage découvert.

Malgré cela, ce n'est qu'une motion de censure qui lui aura fait perdre sa place.

Si nous nous réjouissons de ce départ, nous restons vigilant·es car nous n'avons que peu d'illusion sur le fait que ces nominations qui sont pour nous totalement antinomiques se poursuivent par d'autres que nous trouverions bien plus cohérentes, mais qui paraîtraient antinomiques à notre président, comme un·e ministre des armées pacifiste ou un·e ministre de l'économie anti-capitaliste par exemple.

Il est en effet fort probablement que le prochain ou la prochaine ministre de la fonction publique suive la même politique que son prédécesseur, puisque les orientations sont les mêmes depuis trop longtemps. Il n'est d'ailleurs pas exclu que le même revienne au même poste. Le résultat des urnes lors des élections législatives n'a pas été écouté, on doute que celui du vote de censure le soit.

Et comme certaines mesures ont des conséquences directes sur la santé des agent·es, nous sommes particulièrement concerné·es dans cette formation. Comment supporter 3 jours de carence et une diminution des indemnités ensuite quand on sait que les visites médicales quinquennales ne sont déjà même pas respectées dans l'Éducation Nationale ? Quand on disait anti-fonctionnaires, c'est physiquement et psychologiquement qu'ils et elles sont attaqués. Et ces attaques se font au nom de « l'égalité », parce que les fonctionnaires seraient des privilégié·es. C'est d'un cynisme sans nom, et

nous ne sommes pas dupes, c'est juste une façon de faire diversion face aux réelles inégalités, celles qui font qu'une poignée de français·es détiennent la majorité des richesses, comme c'est malheureusement le cas dans beaucoup de pays du monde.